

## **La sociologie anglaise et l'élucidation de la « question sociale »**

LE PROBLÈME de la pauvreté industrielle se pose de manière éclatante dans l'Angleterre du XIX<sup>e</sup> siècle qui fait figure, à bien des égards, de véritable « laboratoire » en matière économique et sociale [Polanyi, (1944) 1983]. Dès l'apparition du phénomène, nombreux sont ceux, d'ailleurs, qui en étudient la genèse et les manifestations, ou qui dissertent sur les meilleurs moyens de résoudre la « question sociale ». Toutefois, comme la pauvreté industrielle apparaît en contrepoint d'un essor économique incontestable, dont elle semble du même coup invalider les promesses, elle est parfois dénoncée, plus souvent mal comprise ou déniée. Tout au long du siècle victorien (1837-1901), elle suscite ainsi une abondante littérature qui, de fait, tend souvent à la diluer dans l'argumentaire statistique ou dans le commentaire moralisateur.

Ces réflexions se renouvellent profondément à partir des années 1870-1880, que l'historiographie présente volontiers comme une ligne de partage des eaux [Briggs, 1961 ; Etner 2006]. D'un côté, en effet, l'agitation sociale gronde et la classe ouvrière s'organise : des grèves éclatent dans divers grands centres manufacturiers tandis que les travailleurs non qualifiés viennent grossir le mouvement syndical. D'un autre côté, cette période est aussi le théâtre d'une véritable « révolution » intellectuelle, marquée par un renouvellement

de la pensée sociale. Parce que les faits soumettent les théories traditionnelles à une épreuve redoutable, une science sociale plus inductive, volontiers associée à des préoccupations réformistes, tend alors à s'affirmer [Soffer, 1970]. Ces deux tendances sont en réalité étroitement appareillées : la pauvreté, qui alimente la contestation sociale et politique, suscite aussi la quête d'une alternative aux théories purement déductives, celles-là mêmes qui soutiennent l'existence d'un ordre sous-jacent à l'expérience immédiate et en exposent les lois. Ainsi l'émergence de la science sociale est-elle à la fois contemporaine et solidaire de la reconnaissance de la pauvreté en tant que phénomène social et problème politique à part entière [Rodriguez, 2007].

C'est dans cette perspective qu'il faut resituer le projet intellectuel de Benjamin Seebohm Rowntree : étudier la pauvreté au moyen d'une enquête empirique solide, à bonne distance des considérations morales qui encombrèrent souvent l'examen de cette question. Pour autant, l'enquêteur d'York ne se voue pas seulement à la science, cette icône des Victoriens : il est animé, en réalité, par de profondes convictions religieuses et par un sens aigu de la justice et de l'engagement civique qui irriguent également, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, tout le champ de la réforme sociale.

### **La pauvreté, ou l'impensée de la pensée sociale anglaise**

L'acuité des débats relatifs à la pauvreté résulte de ce que celle-ci constitue à bien des égards un phénomène énigmatique au XIX<sup>e</sup> siècle : elle est, d'une certaine façon, « invisible ». À cette époque, note ainsi Malcolm Mansfield, « on niait que la pauvreté ait une existence au sens pleinement sociologique » [Mansfield, 1994, p. 300]. En d'autres termes, la pauvreté est peut-être massive, comme le soutiennent ceux qui dépeignent cette « autre Angleterre », celle des quartiers

ouvriers et des bas-fonds, mais elle n'est en rien une catégorie d'analyse et semble absente du schéma de perception de la réalité sociale des auteurs du XIX<sup>e</sup> siècle.

### *Les Bastilles de la Loi des pauvres*

Depuis le début de la période victorienne, en effet, la pauvreté ne constitue apparemment plus un problème social, ni un *item* du répertoire politique : la population indistincte des pauvres, qui sollicitait naguère les autorités paroissiales, ne relève plus de leur juridiction. C'est la conséquence du vote en 1834 d'une nouvelle loi d'assistance – la *New Poor Law* – qui durcit notablement les conditions d'attribution des secours aux familles déshéritées. Cette loi met en réalité un terme au système des compléments de salaires, inauguré à Speenhamland en 1795, et impose aux assistés de « gagner le pain qu'ils mangent » dans l'enceinte d'une maison de travail (*workhouse*), véritable « prison sans criminels ».

Désormais, les secours publics ne s'adressent donc plus aux pauvres, c'est-à-dire à l'ensemble des personnes dépourvues de moyens d'existence suffisants, mais seulement à celles et ceux qui sont inaptes au travail. Dit autrement, cela signifie que le système d'assistance anglais change radicalement de nature : la *Old Poor Law* élisabéthaine (1601) devient, à partir de 1834, une *Pauper Law*, une loi destinée en théorie aux seuls indigents que l'âge, l'infirmité ou la maladie, par exemple, prive de la possibilité de subvenir à leurs besoins.

Cette différence entre « pauvreté » et « indigence » est d'ailleurs très importante pour comprendre ce qui se joue à cette époque et comment le problème se posait à ceux qui entreprirent de réformer l'assistance publique. Edwin Chadwick, ce disciple de Bentham qui fut l'un des principaux artisans de la *New Poor Law*, formule ce problème en ces termes : « il n'y a pas dans l'histoire moderne d'ambiguïté

verbale qui ait entraîné plus de dégâts que celle qui s'attache au mot « pauvre » ; tous ceux qui ne possèdent pas de richesses étant appelés « pauvres », la loi est censée les prendre en compte et mettre à la charge du gouvernement le soin de leur procurer des salaires suffisants » [Chadwick, 1836, p. 500]. Or, pour les réformateurs de 1834 et leurs successeurs, l'assistance ne doit plus concerner les pauvres, autrement dit le « peuple », mais seulement les indigents, ceux qui sont incapables de vivre de leur travail sans l'aide des paroisses. C'est ce que confirme le dernier article de la loi, qui précise que « le mot "pauvre" doit être interprété comme comprenant tout miséreux ou indigent qui demande ou reçoit une aide publique [...] ou qui est à la charge de la collectivité » [Bosanquet, 1839, p. 135]. Et il appartient alors à la *workhouse*, institution disciplinaire rigoureuse, de faire respecter cette ligne de démarcation sociale. Organisée suivant le principe benthamien de « moindre attraction » (*less eligibility*), celle-ci fonctionne, de fait, comme un dispositif brutal et répulsif, destiné à dissuader tous ceux qui peuvent travailler de faire appel à la charité légale [Rodriguez, 2004]. Les règles qui organisent ces *workhouses* sont à cet égard particulièrement drastiques : enfermement systématique des indigents, séparation des familles, isolement des pensionnaires, absence de toute vie privée, astreintes de travail assorties d'une contrainte de productivité, repas en silence, etc. Bref, à compter de 1834, être assisté équivaut d'une certaine façon à un bannissement social, voire à une punition, et le législateur espère ainsi « dépaupériser l'Angleterre par crainte de la maison de travail », pour reprendre la formule d'Eugène Buret.

L'objectif d'une telle réforme de l'assistance publique est, de fait, limpide : en décourageant les pauvres valides de solliciter des secours, la loi tend à les rétablir dans leur dignité de travailleurs indépendants, absorbés par ce que

Karl Polanyi a appelé le marché « autorégulateur ». Comme le souligne Giovanna Procacci, « seul l'indigent doit faire l'objet des lois ; le pauvre appartient au monde du travail et doit par conséquent être réglé par ce seul marché » [Procacci *in* Paugam, 1996, p. 414]. Sous cet éclairage, la loi de 1834 peut donc être interprétée comme l'instrument grâce auquel les élites économiques et politiques ont imposé une nouvelle perception, mais aussi une nouvelle définition de la réalité sociale. Tandis que l'assistance de jadis enregistrait et entérinait l'existence d'une « misère publique », la philosophie sociale de 1834 méconnaît la pauvreté en tant que phénomène social. Il n'y a plus désormais de pauvreté à proprement parler, mais seulement des situations individuelles relevant exclusivement du marché du travail et/ou de la volonté des travailleurs eux-mêmes. Dans l'esprit des réformateurs de 1834, la pauvreté n'existe pas ; si le mot existe, il ne correspond à aucune réalité tangible : le traitement de l'indigence, d'un côté, les avantages de l'insertion économique, de l'autre, doivent automatiquement en réduire l'étendue. Selon ce nouveau schéma d'interprétation de la réalité, la pauvreté désigne donc un phénomène macrosocial évanescent, un état transitoire voué à se dissoudre dans le progrès économique généralisé.

### *Entre conviction et déni*

Dans l'Angleterre du XIX<sup>e</sup> siècle, de nombreux esprits éclairés partagent, dans le registre de la conviction ou de l'espoir, l'opinion selon laquelle le travail doit effectivement permettre à chacun de s'insérer dans la société et de conquérir son indépendance. L'intégration sociale de la classe laborieuse n'apparaît donc pas – ou plus – comme une perspective chimérique : elle s'incarne dans la figure du travailleur « respectable », symbole de rectitude comportementale et gage d'une société harmonieuse [Thompson, 1988]. C'est ce

projet de société que la pensée et l'action sociales, engagées dans un processus de légitimation circulaire, s'efforcent au fil des décennies de ratifier.

Les maîtres d'œuvre de la *scientific charity* choisissent ainsi de mener une politique compassionnelle soigneusement calibrée, qui s'adresse aux seuls pauvres « méritants » (*deserving poor*), sérieux mais infortunés. Les autres, que leur comportement disqualifie, sont alors privés de toute assistance charitable et sommés, pour éviter la *workhouse*, de rentrer dans le rang. « Notre intention est de supprimer la charité à destination des inutiles et de la canaliser vers les pauvres méritants » écrit en ce sens Lyndoch Gardiner, membre de la puissante *Charity Organisation Society* [*in* Bosanquet, 1914, p. 41]. Aux irrécupérables, donc, le régime pénal de la loi des pauvres, aux autres, triés sur le volet, un travail social adapté à leurs « vrais » besoins, dont les philanthropes restent seuls juges. Telle est la doctrine défendue par les membres des sociétés de bienfaisance qui s'efforcent, dès les années 1860, de rationaliser les pratiques charitables afin d'éviter une dispersion dangereuse des secours. La très zélée Octavia Hill exprime cette doctrine comme suit :

« Il est beaucoup plus facile d'être généreux que d'avoir le contrôle de soi et la patience nécessaire pour voir la souffrance sans la secourir. [...] Il est pourtant essentiel dans certains cas de ne pas aider. Lorsqu'un individu persiste à ne rien faire, une assistance extérieure est plus néfaste encore qu'inutile. En lui refusant un don nous lui manifestons, bien mieux qu'avec des mots : "tu ne feras pas mieux. J'étais prête à t'aider – et je le serai chaque fois que tu corrigeras tes erreurs ; mais jusque-là tu dois te débrouiller seul" » [Hill, (1866) 1970, p. 33-34].

À l'unisson des responsables de l'assistance publique, la plupart des philanthropes veulent éviter qu'une distribution inconsidérée des secours n'entraîne une « démoralisation » de la classe ouvrière, d'une part, et, d'autre part, qu'elle

n'offre aux pauvres une échappatoire au travail et à une vie réglée. Telles sont en effet les grandes « obsessions » des classes dominantes tout au long de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Il s'ensuit, en particulier, que les secours charitables ne doivent en aucun cas alléger le fardeau du pauvre sans engager celui-ci sur la voie de la réformation et de la réfection morale. Cette orientation générale est, à l'époque, au diapason des réflexions que livrent nombre de statisticiens, d'économistes et de penseurs sociaux. Ceux-ci font en effet de la condition morale des pauvres le siège de tous les problèmes sociaux et affirment que c'est là qu'il faut agir avant tout, car « le caractère fait les neuf dixièmes de la vie » [Loch *in* Webb, (1926) 1971, p. 207n]. Et ce d'autant plus que l'évolution économique laisse entrevoir une amélioration tendancielle du sort du plus grand nombre – à l'exception, toutefois, du « résidu » incompressible de ceux qui vivent en marge de la société.

L'analyse économique renforce d'ailleurs cette interprétation lorsqu'elle écarte l'éventualité d'un chômage involontaire, ou lorsqu'elle examine la croissance du produit national [Harris, 1972, p. 9-11]. Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, les économistes Dudley Baxter puis Leone Levi ou Robert Giffen signalent à cet égard que des progrès importants ont été réalisés au cours des décennies écoulées. Ils indiquent en particulier que la situation des classes laborieuses s'est améliorée sous l'effet conjugué de la hausse des salaires nominaux « pour les travailleurs de chaque classe » et de la baisse du prix des denrées de base [Levi, 1885, p. 30-31, 57 ; Giffen, 1886]. De même, en 1882, Robert Giffen soutient devant la Société de Statistiques (*statistical society*) de Londres que l'évolution de la structure des emplois tend progressivement à réduire le nombre de travailleurs non ou faiblement qualifiés. Et il précise que cette baisse ne résulte pas de leur absorption

par le « résidu » des inemployables mais de leur aspiration dans la « classe laborieuse honorable ». Autrement dit, il s'agit bien d'une translation vers le haut, d'une mobilité structurelle ascendante, avec comme conséquence que « la proportion de ceux qui reçoivent des revenus modérément élevés a progressé » [Giffen, 1882, p. 333-334]. Ce type de diagnostic, que confirme Alfred Marshall en 1885 dans ses *Industrial Remuneration Conferences*, édulcore en fait la question de la pauvreté, qui tend à s'effacer devant le constat d'une consolidation de la situation des « vraies » classes laborieuses [Barkaï, 1994].

#### *À la découverte du « problème social »*

À la fin du siècle, toutefois, cette représentation de la réalité semble de moins en moins acceptable. L'agitation sociale et politique qui gagne Londres ainsi que plusieurs centres industriels suggère en effet que l'accès au salariat ne permet pas, loin s'en faut, de mener une vie décente [Jones, 1971, p. 315-322]. De même, les statistiques de l'assistance publique, qui signalent une baisse régulière du nombre d'indigents secourus, contrastent de façon saisissante avec la description des quartiers déshérités que diffusent la presse et les revues. Depuis l'étude menée par le journaliste Henry Mayhew dans les années 1850-1860 jusqu'aux pamphlets à succès d'Andrew Mearns ou de George Sims, tous deux parus en 1883, de nombreux textes soulignent en effet l'âpreté de la vie quotidienne de ceux « dont on tire de grandes fortunes », selon l'expression acide de Dickens.

Aux côtés de l'indigence et de la classe criminelle, « se trouve une autre classe, une classe nombreuse et mal définie, balançant entre autosuffisance et dépendance, tantôt l'une, tantôt l'autre selon les circonstances », peut-on lire dès les années 1850 dans la revue *Meliora* [Ingestre, (1853) 1971, p. 21]. Tout porte à croire, en effet, qu'entre